



LE NRP VA NOUS NRV !



Le journal officiel de lutte contre le NRP !



Malgré la crise sanitaire et le dévouement dont ont fait preuve les agents de la DGFiP pour assurer leurs missions dans ce contexte difficile, la Direction Générale (DG) n'a pas renoncé : le «Nouveau Réseau de Proximité» (NRP) et les restructurations continuent leur chemin. Et, bien évidemment, il sévira en Saône et Loire...

En amuse-bouche, l'été aura vu le transfert à quelques buralistes de l'encaissement de l'impôt. Les centres ont vu fleurir sur leurs baies vitrées des propagandes incitant les citoyens à payer auprès des buralistes et non plus dans nos caisses ! Comme avant, les regroupements et fermetures de services vont continuer. Comme avant, les horaires réduits d'ouverture au public vont devenir la règle et certainement s'accélérer avec la dématérialisation maximum (testée pendant la crise) et le zéro cash.

Et évidemment, notre mobilisation doit continuer, pour un service public digne de ce nom, mais aussi pour nos conditions de travail.

En réalité, le NRP n'a jamais été suspendu durant cette période : les travaux ont juste été ralentis.

L'administration à l'instar du gouvernement, tente clairement de profiter de ce moment de «stupeur» généré par la crise sanitaire, jouant de l'effet de sidération, pour accélérer le démantèlement de la DGFiP et regrette même le temps perdu.

Cette phase de « reprise » des travaux s'est déroulée sans aucune concertation avec les représentants des personnels alors même que la documentation administrative le prévoit. Elle n'a pas existé avant, elle n'existe pas plus aujourd'hui... Il ne s'agit même pas d'une consultation des représentants des personnels mais d'une « présentation ». Ainsi, l'administration feint de nous écouter dans des réunions très longues mais à la fin la décision reste celle qui avait été prise avant. C'est « *expliquez-nous ce qui vous manque et je vous expliquerai comment vous en passer* ».

Il faut toutefois préciser que la deuxième carte présentée en Saône et Loire doit beaucoup aux agents qui se sont mobilisés durant de longues semaines et qui ont, par leurs actions ciblées, sensibilisés tous les citoyens (élus, usagers, hauts fonctionnaires, etc.) aux périls qui menacent notre réseau.

La CGT Finances Publiques est opposée au démantèlement de la DGFiP et du service public. Elle refuse de servir d'alibi et d'être associée à ces reculs sans précédents pour les agents comme pour l'avenir même de notre administration centrale à réseau déconcentré.

La CGT Finances Publiques 71 est porteuse de propositions. Nous en avons déjà fait part mais nous tenons à les rappeler avec force :

Depuis des années, nous militons et **nous disons OUI** au service public de proximité, au plus près des besoins fondamentaux des citoyens. Or depuis des années, nous assistons à une destruction systématique de ces biens communs que sont les services publics et en particulier ceux de proximité.

La CGT Finances Publiques dit OUI au réseau des finances publiques tel qu'il occupe le territoire actuellement (avec tous ses centres et trésoreries de pléines compétences) **MAIS** renforcé en moyens humains et budgétaires avec des outils informatiques performants et une formation professionnelle à la hauteur de ce contrat social. **Nous disons OUI** à ce réseau qui, ainsi mieux armé, pourra tenir des permanences dans des lieux plus reculés du département.

Car constatons-le, le Nouveau Réseau de Proximité n'apporte rien de « nouveau ». Il ne traduit pas une écoute des citoyens mais plutôt un enfumage organisé, et bien huilé au niveau de sa communication, au service de ceux qui veulent réduire les dépenses publiques et réduire en miettes les finances publiques !

Nous avons connu, il y a quelques années, les permanences dans les mairies, les centres sociaux, etc. Nous savons le faire. Elles ont été supprimées pour raisons budgétaires. Nous pourrions le refaire à la condition que l'Etat débloque aussi des milliards pour ses propres services et alimente le réseau en emplois.

C'est pourquoi, nous rejetons cette orientation prise aujourd'hui qui tend à supprimer des services et des emplois et à piocher dans les emplois restants pour assurer des permanences qui n'ont aucune garantie de pérennité.

Aujourd'hui ce qui se révèle est inacceptable : c'est une suppression pure et simple de services territoriaux compensée, dans le discours, par une soi-disant présence ponctuelle sur le territoire...dans le discours... Nous sommes bel et bien en présence d'une contre-réforme.



Ces restructurations vont bouleverser le quotidien de dizaines de collègues et se solder par la fermeture de nombreux services. Or la DG entend les appliquer tambour battant, comme à l'accoutumée, sans tenir compte de l'avis des agents ni de leurs représentants. Situation sanitaire ou pas !

La Cgt Finances Publiques 71 dénonce sur le fond et sur la forme ces restructurations.

Sur le fond, car elles affaiblissent et détruisent notre réseau, nos missions, mettent à mal les collectifs de travail, annoncent la généralisation du travail de masse au détriment de l'intérêt et de la qualité du travail. Sur la forme, car le mépris envers l'ensemble des agents concernés atteint des sommets. Les agents de la DDFIP 71 ne sont pas des pions que l'on bouge au gré des réformes sans jamais tenir compte des conséquences professionnelles et personnelles qu'elles ont pour eux ni en faisant semblant de ne pas comprendre que ces mutations de notre administration sont tout sauf anodines !

Flash Infos

Le vendredi 16 octobre, le ministre a donné son accord pour les opérations NRP 2021. Selon nos informations, en ce qui concerne la filière fiscale, la DDFIP 71 réalisera au 01/01/21:

- le transfert du SIP de Montceau au SIP du Creusot avec antenne à Autun ;
- les transferts des SIE d'Autun et du Creusot au SIE de Montceau

D'autres infos à suivre...

le soutien aux entreprises au moment où la survie de nombre d'entre elles est en jeu, n'aurait pas cette portée immédiate... Vous contribuez ainsi à la continuité de l'État, au soutien à la vie économique et financière du pays ».

Et pourtant, la dgfip est de plus en plus attaquée dans ses ressources humaines, missions et structures.

La crise sanitaire actuelle démontre avec force combien nos services publics ont été indispensables face aux attentes des citoyens mais aussi des acteurs économiques. La crise a malheureusement aussi mis en évidence, combien le dogme des économies budgétaires a failli précipiter une catastrophe humaine. Il a fallu arrêter toute la vie économique pour permettre aux hôpitaux exsangues de sauver des vies, au prix de conditions de travail indignes pour leurs personnels. Et nous ne sommes pas à l'abri d'un reconfinement au vu de l'évolution actuelle de la pandémie !

De son côté, la DGFIP a assuré et continuera à assurer la continuité de l'État pendant la crise, rien que cela suffit à justifier l'abandon des réformes !

Dès lors, la CGT Finances Publiques 71 mettra en débat avec les agents la conduite et les actions à tenir face à cette décision de passer en force dans un contexte déjà extrêmement tendu par la crise sanitaire... Elle privilégiera l'action Intersyndicale, seule voie, selon elle pour faire aboutir les revendications des agents et des citoyens !